

ISLAM ET POLITIQUE AU MALI SOCIO-ANTHROPOLOGIE D'UN RAPPORT CONFLICTUEL

Dr Fodié TANDJIGORA

Université de Bamako (ULSHB)

tandjigoraf@yahoo.fr

Dr Boureima TOURE

Université de Bamako (ULSHB)

toureboureima@hotmail.com

Résumé

Cette contribution est une analyse des dynamiques relationnelles entre les religieux musulmans et la politique au Mali. Elle s'articule autour de l'influence grandissante des confréries musulmanes dans le champ politique du Mali depuis plusieurs années. Certains événements récents au Mali ont consacré la mobilisation des religieux sous le régime de Amadou Toumani Touré³⁵ tout comme celui du président Ibrahim Boubacar Keita³⁶. Aujourd'hui, l'implication des religieux dans la gestion politique demeure une évidence notoire comme en témoignent les événements rapportés dans cet article. En termes de méthodologie, cette contribution est une analyse à la fois théorique et factuelle avec quelques témoignages d'acteurs politiques et religieux. Les témoignages recueillis grâce aux entretiens semi-directifs indiquent une certaine émergence des religieux dans le champ politique qui pourrait être la conséquence de l'épuisement du modèle politique classique mais aussi d'une crise de la société civile qui est de plus en plus inféodée au pouvoir exécutif.

Mots clés : *Islam, politique, Mali, réformes institutionnelles*

Abstract

This contribution is an analysis of the relational dynamics between Muslim clerics and politics in Mali. It revolves around the growing influence of Muslim brotherhoods in the political field of Mali for several years. Some

³⁵ Comme la loi sur le code de la famille qui a rencontré la résistance des religieux.

³⁶ Lorsque ce dernier sollicite la voix des religieux lors des élections présidentielles de 2013 au Mali.

recent events in Mali have consecrated the mobilization of religious under the regime of Amadou Toumani Touré as well as that of President Ibrahim Boubacar Keita. Today, the involvement of religious in political management remains a notorious evidence as evidenced by the events reported in this article. In terms of methodology, this contribution is an essentially theoretical analysis but with some testimonies from political actors and researchers. The testimonies collected thanks to the semi-structured interviews indicate a certain emergence of the religious in the political field which could be translated by the exhaustion of the classic political model but also by a crisis of the civil society which is more and more subservient in executive power.

Keywords: *Islam, politics, Mali, institutional reforms*

1. Problématique Centrale

Dans le contexte malien, la figure classique de l'opposition est désormais consacrée par les leaders musulmans à travers leur opposition affichée à certains projets de réforme sociale comme celle du code de la famille depuis 2009³⁷. C'est précisément cette réforme du code de la famille qui va marquer un tournant décisif dans l'implication des religieux en politique. Durant la dernière décennie, les plus grandes résistances aux réformes politiques proviennent des religieux qui possèdent une certaine capacité de mobilisation d'où la remarque de Gilles Holder (2009) sur l'islam comme étant un nouvel espace politique en Afrique. En effet, de plus en plus, les religieux parviennent à mobiliser des masses par un discours fondé sur les préoccupations quotidiennes des maliens comme la corruption, l'insécurité, la crise scolaire etc. Sur la base de ces préoccupations s'érige une rhétorique religieuse qui revendique le statut de porte-parole du peuple à la place de l'opposition politique classique.

L'élite religieuse cesse d'être une simple confrérie confinée au rôle religieux pour réunir autour d'elle des associations

³⁷ 2009 est l'année de contestation contre le code de la famille où les religieux ont joué un rôle actif. Le chérif de Niéro était au premier plan avec l'imam Mahmoud Dicko.

religieuses (essentiellement d'obédience wahhabite) mécontentes de la gestion du pouvoir mais aussi des associations de la société civile. Cet article prend pour repère les élections présidentielles de 2013 où l'on constate une réelle implication des religieux dans la gestion du coup d'Etat de 2012 au Mali mais aussi dans l'élection du président de la république en 2013.

- **Objectifs**

Cette contribution a pour objet de questionner le lien dialectique entre le religieux et le politique au Mali. Elle ambitionne de répondre à la question de savoir comment les religieux sont progressivement devenus l'interlocuteur privilégié des maliens en marge des partis de l'opposition politique classique ?

2. Méthodologie

En termes de méthodologie, cette contribution est une analyse essentiellement théorique mais avec quelques témoignages d'acteurs politiques, associatifs, religieux et des chercheurs. Les témoignages recueillis grâce aux entretiens semi-directifs ont été analysés afin de produire un sens sur le lien dialectique entre religion et politique au Mali. Ainsi, un échantillon de 49 individus a été mobilisé dans la collecte des données.

3.1. Hypothèse

La première hypothèse avancée est qu'on assiste à un épuisement du modèle purement politique proposé par les partis politiques.

La deuxième hypothèse est que le discours religieux (désormais bâti sur les problèmes quotidiens des maliens) rime désormais avec les préoccupations populaires.

Enfin, la troisième hypothèse soutient que la faillite de l'action de la société civile serait la principale cause de l'attrait des populations envers les guides religieux comme interlocuteurs.

4. Résultats

4.1. De l'islam à l'engagement politique

Longtemps distant de la politique, l'islam malien avait été pensé comme étant à l'antipode du jeu politique qui comporte des vices comme la trahison et les fausses promesses. Certains oulémas formés dans les écoles coraniques percevaient en la politique, une forme de perversion humaine incompatible avec la foi. Cependant, seules quelques élites musulmanes³⁸ maliennes proches du pouvoir avaient des liens étroits avec les autorités politiques.

Pourtant, des religieux vont s'illustrer sur la scène politique lors du coup d'État de 2012 mais aussi lors des élections présidentielles de 2013 ouvrant ainsi le débat sur la place de l'islam dans la vie politique. Aujourd'hui, on assiste à une implication active des religieux dans la vie politique à travers l'offre d'un nouvel espace de sociabilité pour bon nombre de couches défavorisées.

Comment les élites musulmanes, habituellement confinées entre les murs des mosquées et des Zawiya³⁹, développèrent une stratégie de conquête de l'arène politique ? La réponse se trouve probablement dans l'essoufflement progressif des partis politiques. En effet, depuis plus d'une décennie, on remarque un essoufflement des partis politiques qui sont de moins en moins légitimes aux yeux des maliens. La confiance s'est progressivement effritée entre les citoyens maliens et les leaders politiques se traduisant par un manque de motivation des électeurs. Les élites politiques maliennes cristallisent de plus en plus de frustrations sociales dont les religieux se font porte-paroles. C'est dans ce contexte d'essoufflement de la classe

³⁸ Comme les leaders du HCI, de l'Imamat de Bamako (famille Kallé) et d'autres confréries influentes à l'instar de la Hamallya de Nioro du Sahel.

³⁹ Bâtiment consacré à la pratique de la religion musulmane et sous la direction d'un guide spirituel et administratif, le cheikh

politique qu'intervient l'implication active des leaders religieux dans la vie politique avec le concours des guides spirituels comme Mahmoud DICKO⁴⁰ et Ousmane Madani HAIDARA⁴¹.

4.2. La médiation des religieux pendant le coup d'Etat de 2012

Mécontents de la gestion de la crise sécuritaire, les militaires de rang renversent, par un coup d'Etat, le régime du président Amadou Toumani TOURE le 22 mars 2012. S'ouvre alors une période d'incertitude pour le Mali avec des sanctions de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Malgré la pression de cette communauté ainsi que celle de l'Union Européenne sur la junte militaire, celle-ci refuse de remettre le pouvoir aux civils. C'est dans ce contexte tendu qu'intervient la médiation du chérif de Nioro⁴² à travers une visite au capitaine SANOGO⁴³ dans les casernes militaires de Kati. La médiation de la confrérie Hamallya s'est soldée par des résultats probants et qui ouvre la voie à une transition civile. Comment expliquer qu'une personnalité religieuse réussisse là où des institutions ont échoué ? S'agit-il d'un signe inquiétant de la montée du phénomène religieux où d'un changement de paradigme politique ?

Dans sa thèse, Boubacar Haidara (2015 : 119) démontre que l'implication grandissante des religieux dans la sphère politique malienne intervient à une période où le processus démocratique se trouve affaibli. Si durant la dictature de Moussa TRAORE⁴⁴ les leaders religieux étaient peu audibles, la période démocratique offre une libéralisation de la parole religieuse. Au même moment, l'Etat se désengage de certains secteurs qui seront investis par des associations religieuses créées à la faveur

⁴⁰ présidé le Haut Conseil islamique malien (HCIM) de janvier 2008 à avril 2019.

⁴¹ Le guide du mouvement religieux Ançar-Dine

⁴² Une des grandes figures religieuses du Mali et guide du courant hamalliste.

⁴³ Auteur du coup d'Etat de 2012.

⁴⁴ De 1968 à 1991.

de l'avènement de la démocratie. De plus en plus d'associations religieuses font des œuvres caritatives en construisant des infrastructures sociales⁴⁵. Ce rôle a permis aux associations religieuses de se faire une certaine légitimité dans l'imaginaire populaire des maliens. On constate une certaine évolution dans le discours religieux qui devient de plus en plus un discours des victimes de la mauvaise gouvernance.

4.3. Les élections présidentielles de 2013

Lors des élections présidentielles de 2013, le succès de la mobilisation populaire crée la surprise d'autant plus que les taux de participation aux votes ont toujours été faibles. Prenant conscience de leur force, les religieux apportent leur soutien ouvert à Ibrahim Boubacar KEITA en 2013. Ces élections consacrent l'implication directe de responsables religieux dans le processus politique, à travers des prêches assez transparents sur leur choix politique. Les guides religieux vont jouer un rôle de premier plan dans les élections à travers l'orientation du choix d'un nombre écrasant de maliens de confession musulmane. Au même moment, le tournant de 2013 renforce la méfiance des populations vis-à-vis des élites politiques classiques⁴⁶ qui ont gouverné le pays depuis 1991. Ainsi, les élections présidentielles de 2013 interviennent déjà dans un contexte de discrédits vis-à-vis des partis politiques qui ne correspondent plus aux aspirations populaires.

L'élément central qui a capté l'adhésion des religieux semble être le référent religieux très présent dans le discours politique de monsieur Ibrahim Boubacar Keita. De nombreux discours de ce dernier étaient émaillés de formules doctrinales musulmanes comme *in challah*⁴⁷, *hasbunallah wa nimalwaki*⁴⁸ etc. En effet,

⁴⁵ On peut citer Ançar-Dine (construction des hôpitaux), de Al-Farouk (construction de forage), de la confrérie Hamallya (dont de fonds à l'armée malienne) etc.

⁴⁶ C'est-à-dire ceux qui ont participé à la chute du régime de Moussa TRAORE en mars 1991.

⁴⁷ Signifie : si Dieu le veut

⁴⁸ Signifie : Dieu seul nous suffit comme espoir

pour la première fois, un homme politique affiche sa préférence et son accointance avec le milieu religieux musulman au mépris de la laïcité républicaine. Cette prise de position, presque révolutionnaire pour un homme politique, va attirer la sympathie des personnalités religieuses. Le discours de monsieur Ibrahim Boubacar Keita s'est arrimé aux aspirations religieuses sur lesquelles il s'engage à mettre en œuvre dans un élan de rupture dans la gouvernance.

Afin de parvenir à porter leur candidat à la magistrature suprême, les religieux vont au-delà de la simple consigne de vote pour créer un mouvement dénommé SABATI⁴⁹ 2012.

4.4. SABATI 2012 ou La main invisible des religieux

Telle une société écran, le mouvement SABATI 2012 était l'interface entre les religieux et la scène politique malienne. Bien que la constitution de 1992 n'admette pas l'existence de partis religieux, la confrérie a mis en place un mouvement appelé SABATI 2012 dont la vocation officielle est de :

« Contribuer à la promotion de la démocratie et de la citoyenneté avant et pendant les échéances électorales, en informant et en sensibilisant la population dans le choix de responsables capables de relever les défis du Mali ».

Ce mouvement est soutenu activement par des guides religieux comme l'Imam Mahmoud Dicko et Bouyé Haidara. Ces deux personnalités incarnent une certaine légitimité sociale faisant d'eux des « oulémas officiels » pour reprendre l'expression de Marc Garobiau et Malika Zeghal (2004). La naissance du mouvement SABATI 2012 est l'expression d'une volonté réelle des religieux à conquérir l'espace politique afin de participer à la gouvernance d'une manière ou d'une autre.

Ainsi, une déclaration des religieux sera faite officiellement le 19 juillet 2013 stipulant son soutien sans réserve au candidat Ibrahim Boubacar Keita afin de remporter les élections

⁴⁹ Signifiant le salut en Bambara

présidentielles du 28 juillet 2013. Une fois le ton lancé, le mouvement SABATI 2012 avait en charge la mise en œuvre de la volonté politique des leaders religieux et qui, théoriquement, était la volonté des musulmans maliens y compris les wahhabites.

4.4.1. La mobilisation des mosquées et Zawiya durant la campagne de 2013.

Avec l'aide de la jeunesse musulmane, les mosquées seront mises à contribution par le mouvement SABATI 2012 à travers des prêches dits « conscients ». C'est-à-dire un discours pragmatique orienté vers des préoccupations réelles des maliens. Au fil du temps, il eut un glissement dans la rhétorique confrérique qui tend à démontrer que la religion n'est pas le contraire de la politique. Les adaptes de la Hamallya explique que l'implication du chérif dans la politique est au contraire un acte salvateur à une époque où les élites politiques classiques ont échoué :

« L'implication du chérif Bouyé Haidara est, au contraire, une chance pour les populations maliennes. Car les hommes politiques nous ont longtemps bernés avec des promesses mirobolantes. Or, lui Bouyé Haidara parle comme le citoyen lambda » (T.D, leader du mouvement SABATI 2012)

Ainsi, les adaptes de cette confrérie justifient l'implication du guide spirituel par un rôle « quasi divin » qui fait de ce militantisme un acte dicté par Dieu. La seule figure du chérif Bouyé Haidara suffit à créer un mouvement centripète au sein d'une organisation. Ainsi, plusieurs associations religieuses vont s'aligner derrière le mouvement SABATI 2012 dont le guide de la confrérie demeure le principal bailleur.

Par la suite, le leader de la confrérie a clairement donné une consigne de vote :

« Il avait appelé tous les fidèles de la confrérie, tous les militants de SABATI-2012 mais aussi l'union des

jeunes musulmans du Mali à voter sans condition le candidat Ibrahim Boubacar Keita » (S.T, membre de l'UJMA)

S'il s'avère que l'intervention des religieux dans la sphère politique s'inscrit dans une logique de suppléance aux leaders politiques, il n'en demeure pas moins que les citoyens voulaient rompre avec la vieille élite politique considérée comme prédatrice.

Au lendemain de son élection, et avant son investiture, le premier déplacement du nouveau président s'est effectué le 27 août 2013 à Nioro du Sahel, afin de remercier le Chérif de Nioro pour son aide. La confrérie Hamallya devient progressivement la tutelle religieuse du nouveau pouvoir avec statut consultatif⁵⁰ sur beaucoup de réformes sociales.

5. Discussion

Le point de départ de cette contribution était de mettre en évidence le lien dialectique entre islam et politique au Mali. Les données collectées révèlent l'existence d'un intérêt grandissant pour les prêches orientés vers des débats politiques. Ainsi, les religions ont progressivement pris la place de l'opposition politique classique en revendiquant des doléances communes aux classes moyenne comme : l'eau, l'électricité et autres denrées de premières nécessités devenues chères.

5.1. La confrérie Hamallya comme une version religieuse de la société civile au Mali

La participation de la confrérie depuis plus d'une décennie va lui procurer un statut de « société civile » de fait. D'une simple confrérie, la Hamallya deviendra la principale force d'équilibre entre le pouvoir exécutif et les populations. Elle est

⁵⁰ Ce statut n'est pas officiel. Il s'agit de l'importance que le président IBK accordera au chérif de Nioro qui donne son avis sur les questions difficiles à trancher.

accompagnée dans ce rôle par le Haut Conseil Islamique du Mali et d'autres leaders religieux. Il existe plusieurs associations de société civile au Mali mais certaines se sont progressivement s'inféodées au pouvoir à telle enseigne qu'on pourrait parler de « société civile d'Etat ».

Si l'on s'accorde à dire que la société civile est indispensable dans l'équilibre du jeu politique, elle ne peut y parvenir que lorsqu'elle joue ce rôle pleinement. Or, justement, la société civile malienne s'est développée à travers un réseau clientéliste qui empêche l'émergence même d'une culture démocratique. La confrérie Hamallya va révolutionner la sphère de la société en proposant une nouvelle offre sociale sur la base de la confession. Ce rôle est incarné à travers SABATI 2012 mais aussi le HCIM qui obtiendra le poste de secrétaire général de la commission Electorale, Nationale, Indépendante (CENI)⁵¹.

La société civile « islamique » va jouer un rôle de premier plan dans la création d'un ministère des affaires religieuses et des cultes qui est une première dans l'histoire du Mali.

Aujourd'hui, la société civile islamique est sollicitée dans tous les conflits sociaux qui ont secoué le pays depuis 2012. Depuis la crise sécuritaire du Nord, les conflits politiques et les crises scolaires, la société civile, incarnée par les religieux, demeure le principal vecteur de dialogue social au Mali. Les résultats obtenus, grâce à leur médiation, sont le fruit de l'autorité morale qu'exerce l'islam sur les consciences individuelles et collectives, TOURE (2015 : 42).

⁵¹ L'organe en charge de l'organisation des élections au Mali.

5.2. *Le mouvement politique M5 RFP dans la toge religieuse*

La série de contestations contre le régime du président Ibrahim Boubacar Keita étaient cristallisées en un mouvement unitaire de politiciens et de religieux. Ce mouvement a reçu le nom de M5 Rassemblement des Forces Patriotiques (RFP) avec comme caution morale l'imam Mahmoud Dicko, alors président du haut conseil islamique du Mali. C'est pourquoi le M5 RFP s'est couvert d'une confiance des religieux qui arpentaient le boulevard de l'indépendance avant d'y organiser la prière du vendredi puis lancer des hostilités contre le régime.

Né d'une crise électorale, le mouvement de contestation, sous l'impulsion des confréries religieuses, devenait de plus en plus une force matérielle au sens marxiste du terme. En effet, la rhétorique religieuse était le centre du discours des membres du M5 RFP.

Il est évident que la « vieille classe politique » aurait eu bien du mal à mobiliser et à tenir un front sans le concours des figures religieuses d'où la toge protectrice de l'imam Mahmoud Dicko. Par ailleurs, selon des propos recueillis auprès d'un imam du M5 RFP, la politique serait au cœur même de l'islam qui n'est pas que la foi mais aussi un régime juridique :

« L'islam est venu pour mieux organiser la vie d'ici et préparer la vie de l'au-delà. En Islam, il n'y a pas de différence entre la vie religieuse et la vie politique ; non il n'y a aucune différence. S'impliquer dans la politique pour que la société soit bien organisée, est un devoir religieux que l'Islam recommande, ce n'est pas quelque chose de secondaire, c'est une obligation religieuse ; un musulman peut avoir des problèmes s'il se désintéresse à ça. »

On peut dire qu'une certaine société civile musulmane s'est illustrée dans la revendication des droits des citoyens sans distinction de religion. Ce serait même une obligation morale selon ce prêcheur interviewé au siège du M5 RFP :

« Nous ne resterons plus dans nos mosquées pour voir le pays en destruction. On a vu que la politique est dans une mauvaise phase, c'est pour cela les musulmans se sont impliqués là dans. Nous avons tous voté pour IBK, c'est pourquoi il a gagné. Mais après il nous a trahis. Il n'a pas respecté ses promesses. Cette fois-ci nous allons faire élire un autre candidat ».

Une logique de moralisation de vie publique semble être le slogan des religieux impliqués dans l'action politique. Au cours de l'enquête pour la rédaction de cet article, l'argument de la corruption, de l'effritement de l'école, du système sanitaire, de la sécurité etc. reviennent dans les discussions. L'entrée dans la politique permettra selon eux de choisir un président capable de mettre fin à tout cela.

7. Conclusion

Aux termes de cette contribution, nous sommes parvenus à démontrer que les religieux sont devenus des acteurs clés de la scène politique malienne durant cette dernière décennie. Les décisions politiques les plus importantes sont prise après consultation des guides spirituels.

Le rôle croissant des religieux dans l'arène politique renvoie à une nouvelle reconfiguration de l'espace politique qui n'est plus confiné aux seuls acteurs politiques. L'implication du chérif de la confrérie Hamallya s'est faite progressivement au gré des régimes qu'il a côtoyés.

L'espace public est de plus en plus investi par les religieux avec un discours alternatif nouveau sur les conditions de vie des populations. L'arène politique tombe dans la religiosité tout comme les prêches se politisent de plus en plus. Les maliens, en quête de modèle, se tournent de plus en plus vers les chefs religieux mettant en péril la laïcité républicaine.

Bibliographie

Amselle J. (2001). *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion.

Ba A., (1991). *Histoire du Sahel Occidental*, Bamako, Editions Jamana.

Bayart J. (1993). *Religion et modernité politique en Afrique noire*, Paris, Karthala.

Chebel M., Clarck M. (2008). *L'islam pour les Nuls*, Paris, First-Editions.

Chebel M. (2001). *Dictionnaire des symboles musulmans*, Paris, Albin Michel.

Constantin F., Coulon C. et al. (1997). *Religion et transition démocratique en Afrique de L'ouest*, Paris, Karthala.

Diallo A., (1979), « Le siège de Nyoro et la mort de Muntaga Tall », In *Études Maliennes*, n°3, pp. 4-17.

Dicko S., O., (2002). *Hamallah le protégé de Dieu*, Paris, éd. Alboustane.

Durkheim E., (1960). *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF.

Geertz C., (1992). *Observer l'islam. Changements religieux au Maroc et en Indonésie*, Paris, La Découverte.

Gomez-P. M., (2005). *Islam et politique en Afrique au sud du Sahara. Identités, Discours et Enjeux*, Paris, Karthala.

Haidara B., (2015). *Les formes d'articulation de l'islam et de la politique au Mali*, thèse de doctorat, Université de Bordeaux-Montaigne.

Holder G., SOW, M., (2013). *L'Afrique des laïcités. Etat, Religion et Pouvoir au sud du Sahara*, Mali, Éditions Tombouctou.

Holder G., (2009). *L'islam, nouvel espace public en Afrique*, Paris, Karthala.

Kane O., TRIAUD, J-L, (1998). *Islam et islamisme au sud du Sahara*, Paris, Karthala.

Kepel G., (1993). *Les politiques de Dieu*, Paris, Seuil.

Moreau, J. L., (1964). « Les Marabouts de Dori, Archives de sociologie des religions », n° 17, p. 113-34.

Ly, M. (1991). *Un islam militant en Afrique de l'ouest au XIXe siècle. La Tijaniyya de Saïku Umar Futiyyu contre les pouvoirs traditionnels et la puissance coloniale*, Paris, L'Harmattan.

Nassoko I. (2009) *L'Etat et la religion au Mali de 1960 à nos jours*, Bamako, Jamana.

Otayek R., Soares B. (2009). *Islam, Etat et Société en Afrique*, Paris, Karthala.

Piga A., (2003), *Islam et villes en Afrique au sud du Sahara*, Paris, Karthala, 422 p.

Thiam T. (2013.) Hadi, *Historique du mouvement social islamique malien de 1960 à 2001*, Bamako, Éditions Yèrèdon.

Toure, F. (2015). *la montée du religieux musulman dans le jeu politique actuel du mali : le cas du mouvement sabati 2012*, Mémoire de DEA, Bamako, ISFRA.

SOW, M. (2014), « La laïcité à l'épreuve du prêche : imaginaires et pratiques autour du prêche et des prédicateurs au Mali », in G. Holder et M. Sow (dir.), *L'Afrique des laïcités. État, religion et pouvoirs au sud du Sahara*, Bamako/Paris, Éditions Tombouctou/IRD Éditions, pp. 263-276.